

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 760/ Juillet 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2023

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

La consommation des ménages se redresse dans le sillage des premiers signes d'apaisement de l'inflation

Le début d'année 2023 est marqué par un redressement de la consommation des ménages en biens. Seul l'investissement privé a montré un ralentissement. Le rebond de la consommation est cependant fragile dans un contexte de repli de l'inflation.

La croissance des prix à la consommation a continué de ralentir. Elle reste toutefois à un niveau exceptionnellement élevé en glissement annuel (g.a.). L'euro a confirmé son appréciation face au dollar canadien, permettant une baisse de l'inflation importée sur ce trimestre.

La consommation des ménages se rapproche de son niveau du milieu de l'année dernière, avec cependant des évolutions divergentes : les dépenses en biens alimentaires ont diminué ce trimestre alors qu'elles avaient été assez robustes jusqu'à présent, au contraire, les dépenses de consommation de biens durables se sont redressées. Corrigé des effets saisonniers, le marché du travail s'améliore, le taux de chômage affichant son plus bas historique. Pôle Emploi a initié une enquête auprès des entreprises afin de mieux pallier les difficultés de recrutement persistantes sur l'archipel. Les premiers résultats indiquent des intentions d'embauche dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie-restauration, deux domaines particulièrement sujets aux pénuries de main-d'œuvre.

Le recul de l'investissement des entreprises observé au trimestre précédent s'amplifie, tiré par la baisse des importations de biens d'équipement. En conséquence, l'encours des crédits d'investissement reste peu dynamique et atteint environ 42 millions d'euros à la fin du premier trimestre 2023 contre 54,9 millions d'euros un an auparavant.

Le déficit commercial, en valeur, de l'archipel se creuse par rapport au premier trimestre 2022. S'agissant des évolutions trimestrielles, les importations hors combustibles stagnent sous l'effet divergeant d'une reprise des importations de biens de consommation et d'une baisse des importations à destination des entreprises.

Au niveau sectoriel, le secteur du tourisme poursuit son rattrapage. La pêche industrielle porte l'activité halieutique et affiche une croissance positive sur un an, dans l'attente de l'ouverture de la saison de la pêche artisanale.

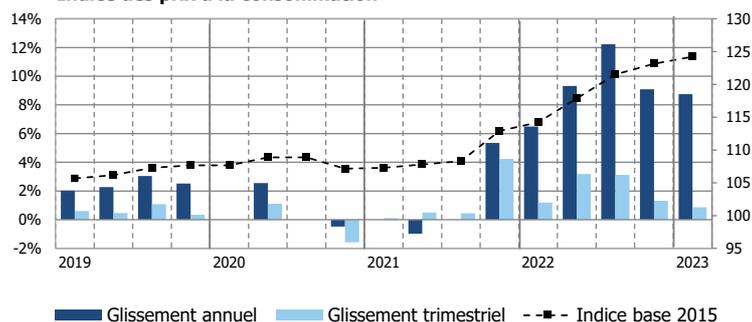
L'inflation montre des signes d'apaisement

Au premier trimestre 2023, la hausse des prix a continué de ralentir sur trois mois. Ainsi, entre janvier et mars, le niveau général des prix à la consommation a augmenté de 0,9 % en glissement trimestriel (g.t.) après une hausse de 1,3 % en g.t. au trimestre précédent.

Plus significatives, les tendances sous-jacentes ont été déflationnistes sur les trois premiers mois de l'année. Les prix des produits manufacturés et des services ont de fait baissé de 0,7 % en g.t.. L'indice global hors tabac, ainsi que celui hors loyer et hors tabac, ont également tous deux baissé au premier trimestre 2023. Seuls l'électricité et le tabac ont affiché de fortes hausses en g.t. à 20,5 % et 54,3 % respectivement. Ces deux postes ont, en conséquence, contribué fortement à la hausse de 0,9 % en g.t. des prix sur le début de l'année, à hauteur de 1,6 point pour le tabac et 0,6 point pour l'électricité. A l'inverse, des secteurs manufacturés et des services qui ont contribué à hauteur de -0,5 point.

Si, le choc sur les prix a été concentré sur le deuxième et le troisième trimestre de l'année 2022, les hausses en glissement annuel observées depuis sur le dernier trimestre 2022 et le premier trimestre 2023 restent anormalement élevées. Après 9,1% au trimestre précédent, la croissance des prix en glissement annuel (g.a.) s'est établie à 8,7 %. L'indice des prix hors énergie sur le premier trimestre 2023 a ralenti à 6,2 % en g.a. contre 7,2 % enregistré sur le dernier trimestre 2022. La hausse des prix sur les biens et les services a également fléchi en g.a. passant de 8,7 % au dernier trimestre 2022 à 6,8 % en ce début d'année. Enfin, les prix des biens alimentaires ont augmenté de 8,9 % en g.a..

Indice des prix à la consommation

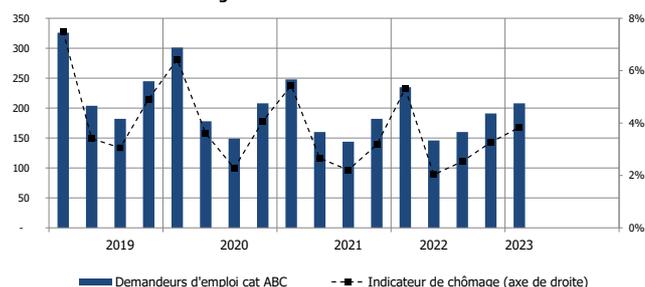


Source : Préfecture

Un marché de l'emploi mieux orienté

En mars 2023, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories ABC s'est établi à 208 personnes, soit une diminution sur un an de 11,5 %. Toutefois, le taux de chômage (non corrigé des variations saisonnières) augmente de +0,5 point à 3,8 %, notamment, en raison de la baisse de l'activité en période hivernale du secteur de la construction. Le taux de chômage CVS diminue d'un point pour atteindre 2 %, soit son plus bas historique. Le marché du travail ressort assez déséquilibré avec des difficultés de recrutement persistantes, en particulier dans l'hôtellerie-restauration et le commerce. Dans ce cadre, Pôle Emploi a réalisé un questionnaire adressé à environ 600 entreprises afin de mieux cerner les besoins de recrutement. 16,5 % des firmes sollicitées ont répondu favorablement à cette démarche. Les résultats de l'enquête font état de 49 établissements qui s'apprentent à recruter. 109 projets de recrutement sont en cours et les principaux métiers recherchés ont été communiqués à Pôle Emploi dans le but de pallier le manque de main-d'œuvre.

Indicateurs de chômage

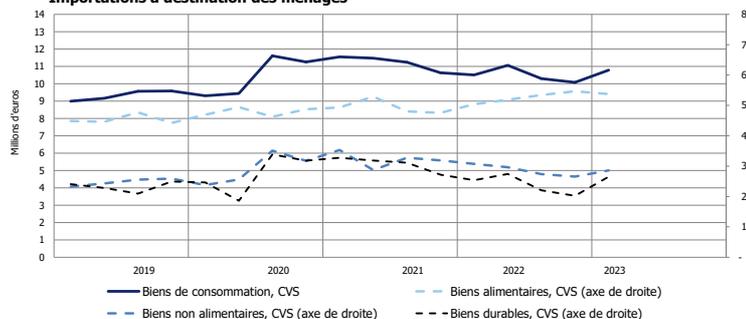


Sources : Pôle emploi, CVS IEDOM

Légère amélioration de la consommation des ménages en biens

Les dépenses de consommation des ménages se sont redressées en ce début d'année après une baisse tendancielle initiée depuis le deuxième trimestre de 2022. Les importations, en valeur, de biens de consommation ont progressé de 7 % (CVS) en g.t. pour atteindre 10,7 millions d'euros. Dans le détail, les importations, en valeur, de biens durables ont dépassé leur niveau du premier trimestre 2022 de 4,5 % avec une hausse de 31,2 % en g.t. et les importations de biens non-alimentaires ont affiché une croissance positive de 7,5 % en glissement trimestriel. Cependant, les dépenses de consommations des ménages en bien alimentaires, résilientes jusqu'à présent, ont marqué le pas ce trimestre et se sont repliées de 1,6 % par rapport au trimestre précédent. Cette reprise de la demande privée n'a pas été suivie d'une hausse des crédits à la consommation, en repli de 5,5 % sur le trimestre.

Importations à destination des ménages



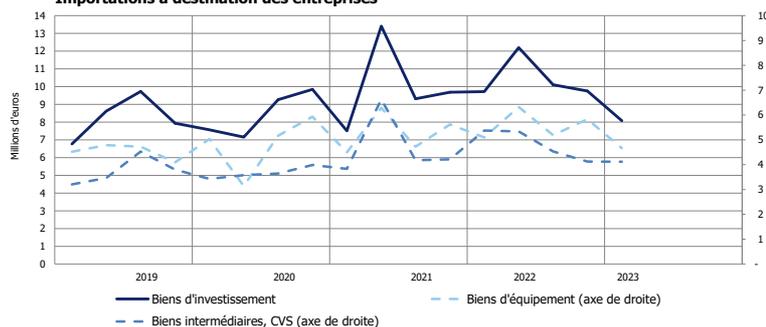
Sources : Douanes, CVS IEDOM

L'investissement privé orienté à la baisse

Au premier trimestre de l'année 2023, l'investissement privé sur l'archipel s'est contracté. A un peu plus de 8 millions d'euros, les importations, en valeur à destination des entreprises sont à leur plus bas niveau depuis le premier trimestre 2021. En effet, celles-ci se sont abaissées de 17,2 % en glissement trimestriel. Ce recul s'explique par la baisse des importations (en valeur) de biens d'équipement (-20 % en g.t.). Reflet d'une diminution des achats en immobilisations corporelles de la part des entreprises, l'encours total des crédits d'investissement du secteur privé a ainsi reculé au cours du trimestre de 1,5 %.

Les importations de biens intermédiaires se sont maintenues en glissement trimestriel mais sont en repli de 23,4 % en glissement annuel.

Importations à destination des entreprises



Sources : Douanes, CVS IEDOM

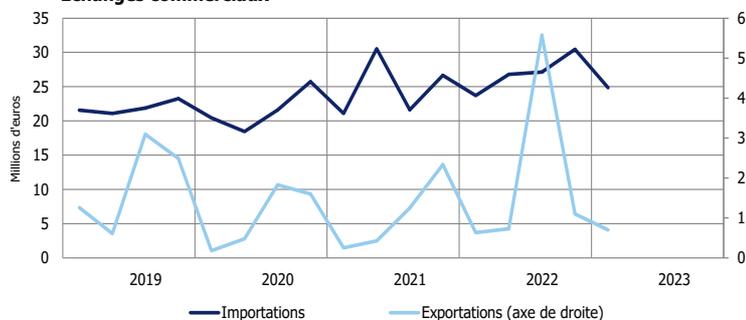
Les importations hors combustibles se stabilisent

Après leur hausse, au trimestre précédent, les importations à destination de l'archipel ont diminué de 5,6 % (données CVS) sur les trois premiers mois de l'année.

Seules les importations à destination des ménages ont augmenté ce trimestre. De fait, de janvier à mars 2023, elles ont dépassé leur niveau du quatrième trimestre de 2022 de 7 %. Les importations de combustibles, en valeur, se sont amoindries (-12,8 % en g.t.). Mais également les importations de biens à destination des entreprises (-17,2 % en g.t.). En conséquence, les importations hors combustibles, en valeur, de l'archipel ont peu évolué en baisse de 0,1% en g.t..

Les exportations, en valeur, ont de nouveau reculé en ce début d'année (-36,3 % en g.t.). Principale composante des exportations de l'archipel, les produits de la mer se sont repliés à hauteur de -44,5 % en g.t.. Enfin, le déficit commercial (en valeur) de l'archipel au premier trimestre a augmenté de 4,7 % en g.a..

Échanges commerciaux



Source : Douanes

L'EUR/CAD retrouve son niveau du milieu de l'année 2021

À 1,4737 dollars canadien pour un euro, le taux de change EUR/CAD s'est apprécié pour revenir, au mois de mars 2023, à son niveau du milieu de l'année 2021. La moyenne des parités en fin de mois sur le premier trimestre a augmenté de 4,1 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, l'euro a mis fin à cette phase de dépréciation à l'égard de la monnaie canadienne et s'est donc apprécié de 3,1 %.

Le Canada étant le 1^{er} fournisseur de l'archipel, l'appréciation de l'euro face à la monnaie canadienne permet de réduire le coût des importations de l'archipel et en conséquence l'inflation importée.

Taux de change EUR/CAD

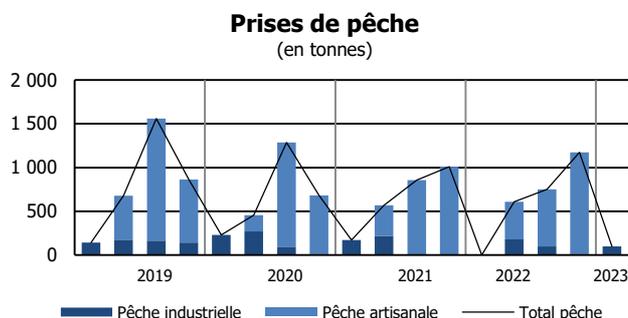


Source : Banque de France

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

Timide rebond pour le secteur halieutique

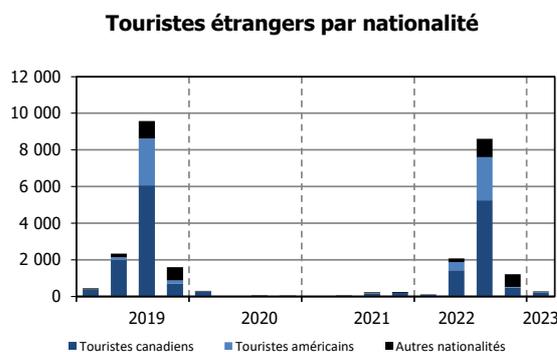
Après une activité atone en 2022, le secteur de la pêche s'est redressé en ce début d'année 2023. Ainsi, la pêche industrielle, traditionnellement généreuse à cette période de l'année a enregistré 97 tonnes de prises. Si le rebond est encourageant, l'activité halieutique reste assez éloignée de ses tendances passées. Par exemple, au premier trimestre 2019, 141 tonnes d'espèces avaient pu être pêchées par les navires. La saison de la pêche artisanale n'ayant toujours pas débuté, le secteur n'a donc pas enregistré de prises sur les trois premiers mois de cette année. À noter, ce trimestre, uniquement des flétans atlantiques ont été pêchés.



Sources : DTAM / Pôle Maritime, Iedom

Le rattrapage se confirme dans le tourisme

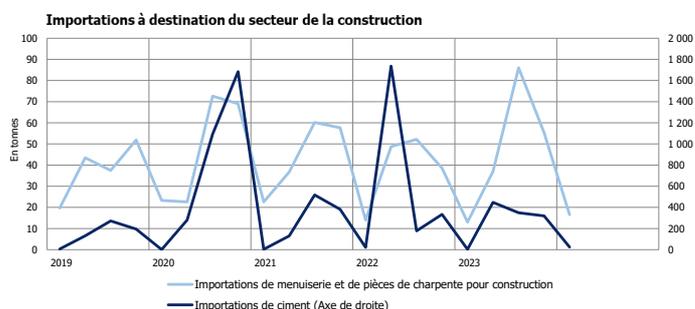
Au 1^{er} trimestre 2023, le secteur du tourisme a poursuivi son rattrapage : la fréquentation touristique étrangère a plus que doublé sur les trois premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente. Soit une augmentation, sur un an, de 135,3 %, à laquelle les touristes canadiens contribuent à hauteur de 110,1 points. De fait, l'ouverture récente du Centre d'Information Touristique, à Fortune, semble porter ses fruits, et le secteur n'accuse plus que 37,5 % de retard par rapport à ses niveaux d'avant la crise sanitaire, contre 74 % au premier trimestre 2022. Dans le détail, le nombre de passagers arrivant par voie maritime dépasse largement les niveaux de 2019, bien qu'aucun croisiériste n'ait été enregistré ce trimestre. Le trafic aérien tarde à renouer avec ses tendances d'avant 2020. Toutefois, la normalisation est peut-être amorcée puisque, sur un an, la fréquentation aérienne des touristes étrangers est passée de 99 passagers à 193 passagers, soit une hausse d'environ 95%.



Sources : Police aux frontières, Iedom

Une légère reprise pour le secteur du BTP

Le secteur du BTP a terminé ses trois premiers mois de l'année en hausse par rapport à la même période de l'année précédente. Les importations de menuiseries et pièces de charpente étaient de 16,5 tonnes contre 13 tonnes au premier trimestre 2022. Enfin, les importations de ciment ont également augmenté à presque 24 tonnes contre 3,1 tonnes l'an passé.



Source : Douanes

La conjoncture régionale et internationale

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT CANADIEN PROGRESSE AU PREMIER TRIMESTRE

L'activité économique canadienne est repartie à la hausse 1^{er} trimestre 2023 après avoir stagné le trimestre dernier. Le PIB a ainsi augmenté de 0,8 %, porté par une amélioration de la balance des échanges extérieurs de biens et services (+2,4 % pour les exportations contre +0,2 % pour les importations) et une nouvelle hausse de la consommation privée (+1,5 % et +1,3 % pour les biens et services respectivement). Toutefois, ces évolutions favorables ont été contrebalancées par une nouvelle contribution négative des variations de stock à hauteur de -0,6 point. Enfin, l'investissement résidentiel et non résidentiel ont poursuivi leur série de baisse trimestrielle (-3,9 % et -2,5 % respectivement) du fait du maintien de la politique monétaire restrictive de la part de la Banque du Canada avec un taux directeur de 4,5 % au cours de la période considérée.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a poursuivi sa normalisation en mars 2023 (+4,3 % après +5,2 % en février 2023). Il s'agit de la plus faible hausse depuis août 2021. Cette décélération de l'inflation s'explique, en grande partie, par le ralentissement de la hausse du prix de l'essence qui a affiché sa baisse la plus importante depuis juillet 2020. De son côté, l'IPC sous-jacent a progressé de 4,5 %, d'une année à l'autre en mars. En somme, l'IPC total et sous-jacent tendent à se rapprocher. La Banque du Canada prévoit, ainsi, en avril 2023, que l'inflation atteindra la cible de 2% d'ici la fin de 2024.

Le taux de chômage canadien est resté stable à 5,0 % de la population active en mars 2023, soit un niveau juste au-dessus du creux record de 4,9 % atteint en juin et juillet 2022. La plupart des chômeurs en mars 2023 étaient au chômage depuis 13 semaines ou moins (63,4 %). La proportion de chômeurs de longue durée depuis 27 semaines ou plus s'élevait à 16,0 %, contre 20,3 % un an plus tôt. L'emploi a augmenté, légèrement (+35000) en mars, après avoir peu varié en février et affiché une forte croissance en janvier (+150 000). Le taux d'emploi, pour les classes d'actifs âgées entre 25 et 54 ans, s'est établi à 82 %, en mars, pour les femmes contre 87,8 % chez les hommes.

Source : Statistique Canada.

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESTE RESILIENTE MALGRE LA PERSISTANCE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

La croissance économique mondiale s'est établie à 3,4 % en 2022, selon les estimations publiées par le FMI en avril. Pour l'année 2023, la hausse du PIB devrait ralentir pour atteindre 2,8 % selon le scénario de référence du FMI. L'inflation mondiale devrait ralentir pour s'établir à 7,0 % en 2023 sous l'effet d'un recul des prix des produits de base. L'inflation sous-jacente diminuerait toutefois plus lentement. Le risque de dégradation des perspectives reste élevé, notamment si les perturbations du secteur financier, enregistrées début 2023, s'amplifient au cours de l'année. La persistance des tensions géopolitiques pourrait par ailleurs avoir de nouvelles conséquences sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie alors que la capacité des autorités budgétaires à relever de nouveaux défis est davantage limitée au regard de leurs niveaux d'endettement.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2023, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre 2022. Ce ralentissement reflète la diminution des investissements dans les stocks malgré une accélération de la croissance de la consommation privée (+0,9 % après +0,3 % au trimestre précédent). Sur l'ensemble de l'année 2023, le FMI anticipe une augmentation du PIB de 1,6 %.

Dans la zone euro, l'activité économique s'est contractée de 0,1 % au premier trimestre 2023 soit la même variation qu'au trimestre précédent. Si la baisse marquée des importations (-1,3 %) a contribué positivement à l'évolution du PIB, elle n'a pas permis de compenser entièrement la contraction de la consommation des ménages (-0,3 %) et des administrations (-1,6 %) alors que le taux d'inflation, bien qu'en baisse, reste élevé (6,9 %). Le taux de chômage continue, quant à lui, de reculer dans la zone pour s'élever à 6,5 % à fin mars 2023. Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année.

D'après l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,2 % après une croissance nulle au quatrième trimestre 2022. Cette évolution positive s'explique principalement par la baisse marquée des importations (-2,8 %) alors que les exportations reculent plus modérément (-0,2 %). La consommation des ménages est pour sa part restée quasi stable (+0,1 %) alors que l'investissement se replie nettement (-0,8 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,7 % en 2023. Si l'incertitude entourant cette prévision demeure, la probabilité d'une récession apparaît désormais très réduite.

Au Japon, le PIB a rebondi pour enregistrer une hausse de 0,4 % au premier trimestre 2023 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une augmentation de la consommation des ménages (+0,6 %) et de l'investissement des entreprises (+0,9 %) alors que les exportations ont très nettement reculé sur le trimestre (-4,2 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 1,3 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,9 % en 2023. L'activité serait particulièrement dynamique en Chine (+5,2 %) et en Inde (+5,9 %), à l'inverse du Brésil (+0,9 %) et de la Russie (+0,7 %) où elle serait nettement moins bien orientée.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 12 juin 2023.